

Le 30 octobre 2017

## QUALIFICATION CHANGEMENT MAJEUR...



L'interprétation de la réglementation européenne est encore à l'origine de vives tensions dans plusieurs organismes.

EASA ?, DSAC ?, DSNA ?, chacun accusant l'autre d'en être responsable, c'est toujours avec la plus grande difficulté que les syndicats cherchent à savoir qui est à l'origine de chaque nouvelle contrainte (émargement, registre, QCM, évaluation, test...). **Ces contraintes pèsent sur les contrôleurs de manière de plus en plus présente dans leur quotidien, et sont désormais jugées par les contrôleurs comme une bureaucratie excessive, qu'il convient, faute de justification opérationnelle, de remettre en question.**

### RÉALITÉ OPÉRATIONNELLE VS. BUREAUCRATIE INEPTÉ

La nouvelle phraséologie est entrée en vigueur le 12 octobre dernier. Un dispositif qualifié de « changement majeur » mais comportant nombre d'éléments inaboutis voire dangereux, et à l'intérêt opérationnel tellement contestable que des modifications furent effectuées à la dernière minute. **L'UNSA-ICNA demande la suspension de la nouvelle phraséologie le temps qu'un GT étudie les changements proposés.**

Loin de ces préoccupations techniques sur le fond, c'est de la forme dont se sont souciés nos managers qui ont décidé qu'une formation devait avoir lieu, suivie pour les approches d'une évaluation individuelle via QCM. Affaire conclue ! Après tout, maintin/hold short, clairances VIA, épellation des nombres... qu'importe, non ? La vraie sécurité c'est pas ça, c'est être sûr que les contrôleurs fassent un QCM ! Absurde non ? Pourtant la DSNA en est là. **Quelle que soit la qualité de la formation, sous couvert d'une évaluation formelle, tout changement est réputé acquis.**

Pourquoi alors ce QCM est-il si important pour l'administration ? Parce qu'une évaluation réussie la décharge de son obligation de formation, et fait reposer l'application de la consigne sur le seul contrôleur. Comme après une qualification, un contrôleur jugé apte devient seul responsable.

Loin de la *just culture* qu'elle prône, c'est bien une question de responsabilité qui se cache derrière, entre elle (responsable de nous former jusqu'à l'acquisition du changement) **et nous** (responsables de l'application du changement dès que formés), et c'est ce transfert qu'elle cherche à matérialiser par ces QCM ou autre évaluation, quitte à laisser des organismes bien seuls dans leur processus de formation.

### UNE MÉTHODE QUI NE PASSE PAS

Sauf qu'à agir encore une fois de manière unilatérale, sans aucune concertation réelle, la DO se heurte au refus parfois massif des ICNA de se faire évaluer individuellement. Ne nous y trompons pas, ce refus ne concerne pas (que) l'application de SERA C en soi, **mais bien ce virage vers l'évaluation individuelle et systématique de notre expertise.**

Plus grave encore, l'excuse habituelle qu'est « l'Europe » n'est pour une fois pas de mise. **Elle n'impose en rien ces évaluations formelles systématiques mais laisse à l'appréciation du surveillant, en l'occurrence la DSAC, le soin de voir si elles sont nécessaires.** Toute contrainte peut être acceptée lorsqu'elle semble cohérente et raisonnable. On en est très loin, et le refus de l'évaluation individuelle systématique via QCM devient compréhensible.

### LES ICNA AU CŒUR DU SYSTÈME

Ces dernières années, la multiplication des problèmes a obligé les ICNA à travailler dans des conditions que l'on peut qualifier d'indignes au regard du degré de responsabilité qui est le leur (baisse déraisonnée des effectifs, pannes à répétition, modernisation de l'environnement technique reportée aux calendes grecques, etc.). Cependant, l'administration préfère consacrer son temps et son énergie à empiler les évaluations (ECL, ECP, QCM) d'une population qui a inlassablement prouvé son professionnalisme et sa capacité à absorber des changements souvent déconnectés des réalités opérationnelles.

**L'UNSA-ICNA ne peut tolérer que sous couvert d'une interprétation contestable de la réglementation, on continue de remettre en cause systématiquement l'expertise et la compétence des ICNA. L'administration montre son incapacité à gérer le changement sans conflit, l'UNSA-ICNA exige que les contrôleurs et leurs représentants soient associés avec la DSAC au processus permettant de juger du niveau de changement et de la formation la plus adaptée. L'UNSA-ICNA veillera à ce que la prise en compte du réel besoin opérationnel soit placée au cœur.**

ICNA, informez-vous, rejoignez-nous

Notre site : [www.icna.fr](http://www.icna.fr) | Nous contacter : [unsa@icna.fr](mailto:unsa@icna.fr)